L'héritage collectif de l'humanité (première partie)

Partager nos biens communs :

Partage international nº 289 – Septembre 2012

Interview de James Quilligan

par Jason Francis

James Quilligan est un spécialiste de l'analyse économique dans le domaine du développement international depuis 1975. Il a été conseiller politique et attaché de presse de la Commission Brandt, un groupe de réflexion sur le développement international créé par l'ancien chancelier ouest-allemand Willy Brandt. Quilligan a depuis servi comme conseiller politique et rédacteur pour de nombreux hommes politiques et dirigeants du monde entier, dont Jimmy Carter, Pierre Trudeau, François Mitterrand et le prince El Hassan bin Talal. Il a également collaboré avec plusieurs organismes des Nations unies et d'autres organisations internationales de développement sur la question des biens communs et a servi comme conseiller économique d'agences gouvernementales dans 26 pays. Il est actuellement directeur du Center for Global Negotiations et président du Global Commons Trust. Il est également membre du conseil de la London's School of Commoning et du magazine américain Kosmos. *Jason Francis l'a interviewé pour* Partage international.

Partage international : *Vous avez fait la majeure partie de votre carrière dans le développement international, et ces dernières années vous vous intéressez à ce nouveau domaine appelé les biens communs. Pourquoi ?*

James Quilligan : Le développement international m'a permis de comprendre les problèmes du monde et comment ils pourraient être résolus. Tout ce qui touche au développement m'intéresse, mais ce sujet est-il traité correctement aujourd'hui ? En portant un regard nouveau sur les nombreux déséquilibres touchant les échanges internationaux, la finance et l'argent – des domaines qui sont ma spécialité depuis des décennies –, j'ai réalisé que le modèle keynésien de relance économique ne pouvait résoudre les problèmes structurels de l'économie. J'ai également reconsidéré les problèmes cruciaux de la faim et de la malnutrition dans le monde, les carences en eau et en assainissement, le manque d'éducation et d'emploi, le problème des armes biologiques, conventionnelles et nucléaires, les réfugiés, les migrations de population et la traite des êtres humains.

Il y a aussi la situation de l'environnement avec le réchauffement climatique, la pollution et la dégradation de l'air, de l'eau, du sol et des forêts. De nombreuses études indiquent que si le réchauffement climatique provoquait une élévation des températures de plus de 2° Celsius, l'eau se raréfierait, les terres agricoles se transformeraient en déserts, on aurait des disettes, de nombreuses espèces disparaîtraient, les régions insulaires et côtières seraient submergées, des millions de personnes devraient être déplacées et une guerre mondiale pourrait s'ensuivre. Tous ces problèmes ne peuvent être résolus par l'approche actuelle de type Nord-Sud (où les pays développés sortiraient les pays en développement de la pauvreté, ce qui stimulerait l'économie mondiale). Par exemple, la production et la consommation des pays riches, et la lutte contre la pauvreté par l'industrialisation des pays pauvres, sont eux-mêmes des facteurs qui contribuent au réchauffement climatique. Le modèle Nord-Sud est simplement une lutte organisée pour s'accaparer les ressources ; il n'est en aucun cas une formule favorisant la coopération et le développement durable.

PI. *Vous avez donc changé votre point de vue sur la meilleure façon de résoudre ces grands problèmes globaux ?*

JQ. Oui. Lorsque les Nations unies ont annoncé leurs Objectifs de développement pour le millénaire dans les années 1998-2000, j'ai déclaré qu'il était futile de croire qu'ils pourraient être atteints dans le cadre du système politique et économique actuel. Je suis arrivé à la conclusion que la question du développement revenait toujours à trouver des investissements étrangers pour résoudre les problèmes du monde, alors qu'en fait, les investissements et l'aide au tiers monde ne s'attaquent jamais aux causes de ces problèmes. De fait, cette conception du développement a même contribué à les aggraver. Je réalise maintenant que cette approche n'était pas réaliste compte tenu de l'état actuel du monde. J'étais partie prenante de ce

système et donc partiellement responsable. Ce fut mon heure de vérité. J'ai compris qu'il fallait repenser le développement. La question des « biens communs » doit être traitée de manière transfrontalière. Le défi est donc de savoir qui a la compétence et la responsabilité de la résolution de ces conflits et déséquilibres. Malgré la forte interdépendance entre les pays provoquée par l'explosion des échanges commerciaux internationaux et la mondialisation financière, la force des droits de propriété et des frontières souveraines inhibent la circulation de l'empathie et de l'énergie créatrice entre les peuples et les nations du monde, et encouragent le sentiment de séparation. L'existence de frontières arbitraires supprime la culture collective de l'humanité, détruit le tissu des relations entre communautés et dégrade l'environnement – tout cela a pour conséquences les inégalités sociales, la domination sexuelle, la concurrence commerciale et la guerre.

Biens communs sociaux, culturels et intellectuels : la culture et les traditions autochtones, les systèmes d'entraide au sein des communautés, les quartiers, les liens sociaux, les associations, les relations de travail, les droits des femmes et des enfants, la vie familiale, la santé, l'éducation, le sacré, les religions, l'appartenance ethnique, les valeurs raciales, les loisirs, le silence, les œuvres d'art, les langues, les mots, les chiffres, les symboles, les vacances, les calendriers, la sagesse, les connaissances scientifiques, les connaissances en ethnobotanique, les idées, la propriété intellectuelle, l'information, les flux de communication, les ondes, Internet, la culture populaire, les sports, les jeux, les terrains de jeux, les routes, les rues, les trottoirs, les places, les espaces publics, les parcs nationaux, les lieux historiques, les musées, les bibliothèques, les universités, la musique, la danse, les arts, l'artisanat, l'argent, le pouvoir d'achat.

Biens communs naturels et génétiques : l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'énergie marémotrice, l'énergie hydraulique, les océans, les lacs, les sources, les rivières, les plages, la pêche, l'agriculture, les forêts, les zones humides, les écosystèmes, les bassins hydrographiques, aquifères, la terre, les pâturages, les parcs, les jardins, les plantes, les graines, les algues, l'humus, les cultures vivrières, la photosynthèse, la pollinisation, l'ADN, toutes les formes de vie et espèces, les créatures vivantes.

Biens communs matériels : les éléments, les roches, les minéraux, les hydrocarbures, le matériel technologique, les bâtiments, l'énergie inorganique, l'atmosphère, la couche d'ozone, la stratosphère.

PI. *Comment vous est venu ce concept de biens communs comme moyen de répondre à ces problèmes mondiaux ?*

JQ. J'ai découvert les biens communs grâce aux travaux de gens comme Elinor Ostrom[1] et beaucoup d'autres qui ont travaillé sur ce sujet. Les biens communs me sont apparus comme le chaînon manquant dans le développement international, une chose que seules les personnes travaillant sur le terrain pouvaient vraiment comprendre. Mes collègues et moi avions toujours dit que les populations locales doivent se réapproprier leur propre développement de façon autonome – et nous avons découvert que le concept des biens communs non seulement reprend ce principe, mais il montre comment y parvenir ! En effet, les sociétés traditionnelles, qui pratiquent la coopération au quotidien, ont toujours trouvé les moyens justes de produire et gérer leurs ressources, et de les partager dans le souci de l'intérêt global de leurs communautés. Les biens communs traditionnels comprennent les rivières, les pâturages, les forêts et les cultures autochtones, éléments auxquels il faut aujourd'hui ajouter les monnaies communautaires, la propriété partagée, les médias sociaux et Internet. Ce qui les relie toutes est le fait que les communautés s'emploient à préserver ces ressources pour elles-mêmes et pour les générations futures. Voilà pourquoi j'ai quitté le développement pour travailler sur les biens communs. J'ai trouvé que c'était une façon plus efficace de partager les ressources de la planète.

PI. *Pouvez-vous nous donner quelques exemples de biens communs ? Cette expression fait penser aux*

ressources naturelles, mais elle semble englober beaucoup plus encore.

JQ. On pense d'abord aux ressources naturelles. C'est par ce biais que la plupart d'entre nous sont arrivés aux biens communs. C'est un bon début. Mais les biens communs sont en fait le patrimoine collectif de l'humanité. Ce sont toutes les ressources de la nature et de la société, héritées ou créées par nous, que nous utilisons. On pourrait dire que les biens communs sont tout à la fois d'ordre naturel, génétique, matériel, intellectuel, social, culturel et numérique. Ce sont toutes les ressources dont nous avons besoin pour notre survie et notre bien-être. Ce qui unit l'ensemble de ces biens communs, à mon avis, est que nous dépendons d'eux pour maintenir la cohésion sociale, une meilleure qualité de vie, pour notre épanouissement individuel, et, bien sûr, pour notre subsistance. C'est pourquoi ils sont si importants.

Ce qui est intéressant c'est que tous ces éléments ne nous apparaissent pas immédiatement comme des biens communs. Pourtant, c'est seulement en les identifiant comme tels que nous pourrons éviter que la « tragédie des biens communs » se produise. Cette expression est apparue pour la première fois en 1968 dans un célèbre article de Garrett Hardin[2] pour la revue *Science*. Il s'agit de l'incapacité des habitants d'une région de gérer leurs ressources communes lorsque certains d'entre eux veulent les exploiter à leur avantage, plutôt que de coopérer et de les partager. Malheureusement, cette idée est parfois utilisée pour affirmer qu'on ne peut faire confiance à l'homme car il serait par nature cupide et égoïste. La « tragédie des biens communs » est aussi souvent utilisée pour justifier l'intervention du secteur public ou privé dans la gestion des biens communs, en sous-entendant que le gouvernement et les entreprises sont les experts, et que les gens sont trop ignorants pour produire et gérer leurs propres ressources. Pourtant, c'est ce que font les sociétés depuis des millénaires. Alors pourquoi devrait-on aujourd'hui abandonner cette responsabilité aux mains de l'État ou du secteur privé ?

Pour se réapproprier le contrôle sur les biens communs, il est important de faire la distinction entre eux. D'une part, il y a les biens sociaux, culturels, intellectuels et numériques, qui se renouvellent naturellement. Ils englobent les cultures et traditions autochtones, l'art, les langues, les loisirs, les idées, Internet. Il s'agit d'un très large éventail de choses. Même les rues, les trottoirs, les places, les espaces publics et les parcs nationaux sont des biens communs renouvelables.

D'un autre côté, il y a des biens communs naturels, génétiques et matériels, qui ont plutôt tendance à s'épuiser. Ce sont des ressources qui sont en danger si nous ne les protégeons pas. Certaines, comme les animaux ou les arbres peuvent se régénérer ou pas, tandis que d'autres comme les minerais ne se régénèrent pas du tout. Les biens communs naturels sont la pêche, l'agriculture, les forêts, les zones humides, les parcs et jardins. Une catégorie à part est le patrimoine génétique : les semences, les cultures vivrières, l'ADN et toutes les formes de vie. Les biens communs matériels comprennent les roches, le matériel technologique, les bâtiments et l'air que nous respirons.

PI. *Est-il important de comprendre ce que sont les biens communs ?*

JQ. C'est fondamental car ça nous permet de comprendre pourquoi nous avons été dépossédés de beaucoup d'entre eux. Nous devons réaliser qu'au cours des siècles passés, notre espace physique a été quantifié pour être commercialisé ; la société a commencé à mettre des barrières et d'autres limites juridiques autour de notre patrimoine commun et à faire protéger ces barrières par la force. Les biens communs ont été transformés en biens de consommation privés ou publics (fournis par l'Etat). Voilà la situation aujourd'hui. Par exemple, on voit les contes de fées ou les chansons traditionnelles tomber dans le domaine privé et être soumis à des droits d'auteur par des sociétés qui facturent leur utilisation ; ces marchands font main basse sur notre patrimoine collectif. Ou quand Nestlé vient pomper l'eau de nos nappes souterraines à un coût dérisoire, pour nous revendre ensuite les bouteilles au prix fort par l'intermédiaire de l'épicier local, la communauté a perdu un bien précieux. Ou encore quand le gouvernement donne aux entreprises le droit d'exploiter des gisements pétrolifères ou minéraux au sein même de nos parcs nationaux ou d'autres terres publiques, les gens perdent des ressources précieuses qui leur appartiennent.

Ce processus dépossède les populations de leurs biens communs et en attribue la production et la gestion au secteur privé ou public. Il conduit à la dégradation de notre patrimoine et à de nombreux problèmes comme l'exclusion de populations de leurs terres ancestrales, ce qui les contraint à devenir des réfugiés en terres étrangères ; cela a conduit au colonialisme et à la guerre. Identifier tous ces biens communs différents permet de comprendre que chacun doit être traité différemment. Lorsque ces biens vitaux sont exploités commercialement par des tiers étrangers à la communauté, ils ne peuvent être gérés de façon efficace et juste.

La concurrence et la consommation

PI. *Quel effet ont la concurrence et la consommation sur les biens communs ?*

JQ. Elles ont un impact énorme. L'intervention du

secteur privé ou de l'État dans le contrôle des biens communs empêche les peuples de partager leurs ressources. Au début, il ne s'agissait que du contrôle et de l'appropriation des terres. Mais avec le colonialisme, la privatisation et la mondialisation galopante, tous les aspects de la vie sont contrôlés par les puissances de l'argent : la terre, la connaissance, la culture, la technologie, l'eau, la génétique, la biodiversité, et les services publics tels que les infrastructures, la santé et l'éducation. Tout, êtres vivants et ressources, a été transformé en marchandise à consommer. Tout peut être acheté et vendu, y compris notre travail, nos idées et notre créativité. La concurrence, ça signifie que les riches peuvent acquérir la propriété de biens communs et qu'ils peuvent en déposséder les pauvres économiquement, politiquement et culturellement. On nous prive de notre droit de partager notre espace écologique, culturel, politique et économique. Il nous faut lutter pour notre survie avant de n'être plus que des êtres jetables sans aucun espace commun à tous. Mais comment pouvons-nous partager lorsque tout le système ne favorise pas le partage ?

PI. *Pensez-vous que nos systèmes économique et politique engendrent l'esclavage économique avec la marchandisation des personnes et des biens communs ?*

JQ. On qualifie parfois le système global actuel de néolibéral, mais ce terme est trompeur. Il sous-entend qu'un retour aux sources du libéralisme serait possible. Il suggère que la liberté et l'égalité sont encore à notre portée dans le système actuel. Je crois que ce n'est plus le cas depuis longtemps. On doit ouvrir les yeux sur le monde dans lequel nous vivons. Notre discours et notre conscience politique sont très en retard sur l'actualité. Il me semble que les gens sont devenus des sujets d'un nouvel ordre social que l'auteur Philip Bobbitt[3] a appelé « l'État-marché ». Cet État-marché promet d'étendre notre liberté et nos possibilités de choix par l'augmentation des opportunités économiques des consommateurs que nous sommes. Cela signifie la privatisation de tout, soi-disant pour le bien du peuple !

Pendant ce temps, le secteur privé et les banques manipulent les gouvernements à leur guise et font modifier les constitutions nationales pour servir leurs intérêts, ce qui diminue encore le rôle des gouvernements et limite nos droits civiques. Le vote et la représentation populaire ont de moins en moins de sens parce que les gouvernements se sont engagés à soutenir les intérêts des grandes entreprises, et non ceux du peuple. L'objectif de l'État-marché est que le gouvernement n'ait plus d'autre fonction que la défense nationale, la protection de la propriété, et le démantèlement des obstacles au libre-échange.

Ce qui point à l'horizon est un *totalisme* politique et économique – pas un totalitarisme, mais un *totalisme*, quelque chose de tout à fait nouveau dans l'histoire. C'est comme l'Empire romain, mais entièrement commercialisé, informatisé, armé et à l'échelle de la planète. Les peuples du monde doivent s'organiser en tant que superpuissance pour contrebalancer et mettre en échec les forces du marché déchaînées. Je crois que cela fait partie du plan. Nous devons inventer de nouvelles structures politiques pour que les responsables du désastre rendent des comptes et pour protéger et partager les ressources. Ce n'est que de cette façon que nous retrouverons nos espoirs de liberté et d'égalité que nous sommes en train de perdre rapidement.

PI. *Pensez-vous que le capitalisme et le socialisme ont un rôle à jouer dans un avenir basé sur le partage ?*

JQ. Oui, mais je ne pense pas que ces termes garderont le même sens. Nous n'avons plus besoin d'idéologies, de systèmes. L'économie intégrée du futur trouvera un équilibre entre les motivations individuelles et collectives. Pour l'instant, les motivations individuelles sont toutes puissantes, mais les deux sont nécessaires. Il est important d'intégrer le capitalisme et le socialisme dans une nouvelle synthèse qui les transcende. Je pense qu'un des catalyseurs qui pourra les unir est la création de Fondations pour les biens communs.

www.globalcommonstrust.org et www.global-negotiations.org

1. Elinor Ostrom (1933-2012) était une économiste politique américaine. Son travail a souligné l'importance de l'interaction entre les hommes et les écosystèmes pour assurer la durabilité des ressources à long terme. Elle a été nommée par le magazine *Time* l'une des *« 100 personnes les plus influentes au monde »* en 2012. En 2009, E. Ostrom a été l'une des deux lauréates du Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel, *« pour son analyse de la gouvernance économique, en particulier des biens communs ».*

2. Garrett Hardin (1915-2003) était un écologiste américain qui a mis en garde contre les dangers de la surpopulation. Son concept de la *« tragédie des biens communs »* a attiré l'attention sur *« les dommages que les actions innocentes de certains indivi-dus peuvent infliger à l'environnement. »*

3. Philip Bobbitt est professeur de droit à l'Université de Columbia et auteur des ouvrages *Shield of Achille* et *Terror and Consent*. Il est spécialiste en droit constitutionnel, en théorie du droit et stratégie militaire.

Auteur : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).

Sources : Global Commons Trust
Thématiques : Économie
Rubrique : Divers